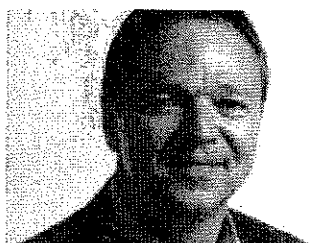

Publié le 11 mai 2009 à 07h02 | Mis à jour le 11 mai 2009 à 07h03

Le coeur du problème



Alain Dubuc, collaboration spéciale
La Presse

L'Association des économistes du Québec avait choisi, cette année, de consacrer son congrès aux grandes villes, et particulièrement à Montréal. Et si ce thème a été choisi, c'est en bonne partie parce que la métropole n'est pas aussi dynamique qu'elle devrait l'être.

Dans les médias, cette semaine, les échos de ce congrès de l'Asdeq ont beaucoup porté sur les problèmes de gouvernance de Montréal, sur son fouillis administratif, sur ses arrondissements qui ont trop de pouvoir, avec leurs roitelets, comme l'a dit haut et fort le père de Juste pour rire, Gilbert Rozon. Bravo, il faut le dire et le répéter.

Mais ce combat nécessaire ne doit pas nous faire oublier que ce bordel administratif a des causes profondes, auxquelles il faut s'attaquer si on veut assurer le succès de Montréal. Et c'est surtout le fait qu'on a le plus grand mal, au Québec, à reconnaître et à admettre que Montréal joue un rôle central dans le développement du Québec et que le succès de la province dépendra largement de celui de sa métropole.

Ce sont des questions que j'ai abordées souvent. D'ailleurs, j'ai appris, non sans fierté, que c'est une conférence que j'avais prononcée à la Chambre de commerce de Montréal, il y a un an et demi, qui avait donné l'idée au président de l'Asdeq, l'économiste Clément Gignac, de faire porter ce congrès sur Montréal.

Le titre du congrès était en soi une conclusion: «Les grandes villes: locomotives du développement économique». Un grand prix Nobel, Robert E. Lucas, de l'Université de Chicago, est venu expliquer pourquoi c'est dans les villes que se crée la richesse, essentiellement parce que c'est là que s'échangent les idées. Richard Florida, le grand gourou du développement urbain, est venu décrire le rôle central des villes, comme lieu de créativité et noter qu'à ce chapitre, Montréal a tout ce qu'il faut. Le Conference Board et un dirigeant de l'OCDE ont le même message: le rôle des grandes villes est vital dans le processus de création de richesse.

Montréal est justement l'une de ces grandes villes. Qui ne joue cependant pas pleinement son rôle de locomotive, dont les atouts considérables ne se traduisent pas autant qu'ils le devraient en prospérité. Cet échec relatif devrait préoccuper non seulement les Montréalais, mais aussi le gouvernement du Québec, tout comme l'ensemble des Québécois. C'est leur niveau de vie qui en dépend.

Mais le sort de Montréal est rarement au coeur des préoccupations collectives. En raison de la méfiance du reste du Québec envers une métropole qui leur ressemble trop peu, de la concentration du pouvoir politique dans une capitale qui ne porte pas Montréal dans son coeur et qui ne comprend pas la métropole, des règles du jeu politique qui font que les élections se gagnent en région.

Loin de moi l'idée de suggérer que tous les problèmes de Montréal s'expliquent uniquement par cela. Les faiblesses de Montréal s'expliquent aussi par son leadership, par une absence de cohésion, par une culture qui ne pousse pas au succès. Mais le facteur politique explique bien des choses, à commencer par le sous-financement des infrastructures et le fouillis des structures.

Il y a eu un peu de progrès. Le gouvernement du Québec reconnaît maintenant le statut de Montréal comme métropole du Québec. Mais il faudra beaucoup plus pour réellement mettre en relief son importance et pour lui permettre d'exprimer sa différence.

Un exemple? Ce n'est pas normal qu'il faille faire des pèlerinages à Québec pour redéfinir les pouvoirs des arrondissements. Un autre exemple? C'est un non-sens que la métropole, indépendamment des compétences de la ministre, relève du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.